
LE REPORTAGE

AU BRÉSIL, LE MIRAGE DE L'ACIER VERT

Dans l'État du Minas Gerais, l'industrie de la sidérurgie utilise des plants d'eucalyptus pour produire un acier moins émetteur de CO₂. Au détriment des fermiers locaux, qui l'accusent d'assécher leurs sols.



MINAS GERAIS (BRÉSIL), ENVOYÉS SPÉCIAUX.

Poço de Água, qui signifie littéralement « puits d'eau », porte aujourd'hui un nom bien trompeur. Dans cette petite communauté rurale, située à onze heures de route de Belo Horizonte, capitale de l'État de Minas Gerais au Brésil, l'eau se fait rare. En hiver, le paysage est aride, tout comme les routes non asphaltées de ce territoire. Les voitures et les camions chargés de charbon y soulèvent des nuages de poussière. « Presque toutes les sources se sont asséchées et le rio Fanado, le dernier cours d'eau restant, est pollué », se lamente João Gomes de Azevedo, fermier âgé de 85 ans et père de 17 enfants. Dans cette région historiquement riche sur le plan agricole, les forêts d'eucalyptus s'étendent désormais sur des centaines de milliers d'hectares. Créant ce que les locaux ont appelé un « désert vert ».

UNE RENTE JUTEUSE

L'industrie sidérurgique utilise ces arbres pour produire du charbon de bois et en extraire ensuite du coke, combustible indispensable à la fabrication de l'acier. L'un des plus importants exploitants de plantations de la région, le sidérurgiste Aperam, concentre les crispations. Sur ses brochures commerciales, l'industriel vante un acier plus vert en s'appuyant sur l'argument que l'eucalyptus capte

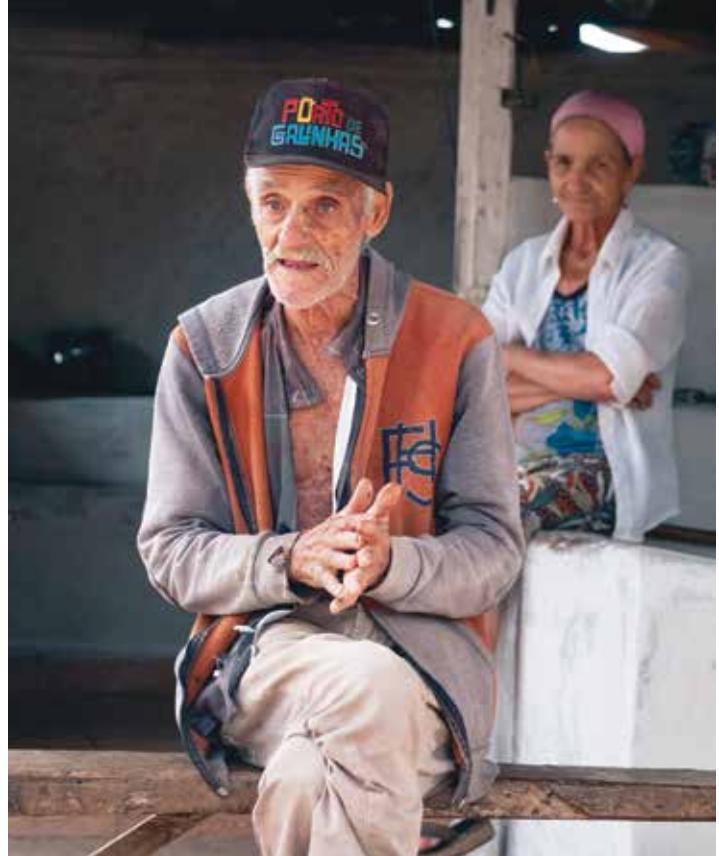
du CO₂ au cours de sa croissance. En juillet 2023, il a même demandé une exemption dans le cadre du « mécanisme d'ajustement carbone aux frontières », censé imposer à partir de 2026 des taxes sur le CO₂ des produits importés en Europe, sous couvert de cet argument.

« L'eucalyptus est devenu la nouvelle forêt dans cette vallée. À l'origine, ces terres sont là pour les gens, pour leur donner de la nourriture, leur permettre de vivre en famille. La nature n'est pas seulement un champ de production », s'insurge Valmir Soares de Macedo, directeur du centre d'agriculture alternative (CAV) Vicente Nica, une ONG locale qui fédère des fermiers de la région. À cause de la sécheresse, certaines communautés se sont dépeuplées. C'est le cas des quilombolas, une population descendant des Noirs réduits en esclavage. Seules une quarantaine de familles vivent désormais de façon permanente dans le village. Leurs ressources disponibles en eau se limitent à la collecte d'eau de pluie et à une citerne construite grâce à un projet communautaire. « Beaucoup de gens sont partis car la terre est devenue moins fertile. Les familles ont commencé à déménager pour trouver du travail. Ces changements ont accru la dépendance aux revenus extérieurs, rendant la vie plus difficile », explique João Gomes de Azevedo.

Le débat sur l'accaparement des terres par Aperam est pourtant une vieille histoire : implantée dans la »



La firme Aperam possède 124 000 hectares de plantations dans le Minas Gerais et ambitionne d'étendre de 20 % ses opérations forestières.



« BEAUCOUP DE GENS SONT PARTIS CAR LA TERRE EST DEVENUE MOINS FERTILE. DES FAMILLES ONT DÉMÉNAGÉ POUR TROUVER DU TRAVAIL. » JOÃO GOMES DE AZEVEDO

l'entreprise ne compte pas s'arrêter en si bon chemin : en 2023, elle a conclu un partenariat avec Ferbasa, l'un des principaux producteurs mondiaux de ferroalliages, pour l'expansion de ses forêts destinées à la production de charbon de bois. La firme vise une extension de 20 % de ses opérations forestières. Elle s'est récemment mise à commercialiser des crédits carbone à partir de sa production de biochar – un charbon de bois utilisé pour augmenter la productivité des sols agricoles –, afin d'en tirer des avantages financiers.

DES ÉTUDES ET DES AUDITS PARTIAUX

Mais Aperam se défend d'exploiter les ressources hydriques de la région. Dans l'audit qui lui a permis d'obtenir le label FSC, un système de certification environnementale reconnu mondialement et visant à promouvoir une gestion durable des forêts, Aperam détaille les dispositifs qu'elle a installés : bassins pour capturer l'eau de pluie, spécimens uniquement plantés en période de précipitations abondantes, plants génétiquement modifiés pour limiter les besoins en eau... L'entreprise assure aussi que les études qui ont exploré les effets de l'eucalyptus sur les ressources en eau sont rassurantes. Elle cite en particulier celles

Avant d'être achetées par Aperam, les terres étaient utilisées de manière partagée par les résidents pour leur bétail. Leurs descendants en sont aujourd'hui réduits à collecter l'eau de pluie dans des réservoirs de fortune et à faire paître leurs bêtes ailleurs.



» région en 1974, l'entreprise assure qu'elle a acquis légalement ces terrains. Mais avant cette transaction les terres étaient utilisées de manière partagée par les résidents, qui y faisaient paître leur bétail. Ce type d'activité est reconnu au Brésil comme une communauté de type « fundo e fecho de pasto » (une terre de pâturage communautaire). Les communautés indigènes peuvent en disposer, car elles concilient la préservation de la nature avec des activités productives de subsistance. Leurs descendants estiment donc avoir été expulsés d'un territoire à usage communautaire.

À l'heure où l'industrie mondiale cherche des façons de se décarboner, l'eucalyptus fait figure de rente commerciale juteuse pour Aperam, qui possède 124 000 hectares de plantations dans le Minas Gerais, soit environ 12 fois la superficie de Paris. Et



menées par Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária, une organisation de recherche agricole publique au Brésil, connue pour ses positionnements pro-industrie. Ou encore celle publiée par des chercheurs en droit de l'université du Minas Gerais dans « Veredas do Direito », une revue juridique brésilienne, qui concluait en 2019 qu'il n'existait pas de preuves scientifiques de l'impact direct des plantations d'eucalyptus sur la gestion de la ressource en eau d'un territoire.

« La dégradation des microbassins et des sols plus secs peut être attribuée à plusieurs facteurs, à différentes échelles. À l'échelle macro, elle peut être liée au changement climatique », suggère même Aperam dans l'audit FSC. Vico Mendez Pereira Lima, chercheur à l'Institut fédéral du Minas Gerais du Nord, ne partage pas ces conclusions. Ce professeur en agronomie étudie le sujet dans la région depuis plus de dix ans. Il a calculé que la moyenne des précipitations dans la région était de 1060 millimètres. Un chiffre qui n'a que peu évolué depuis 1948, affirme le chercheur. « À cause de l'eucalyptus, nous avons un déficit moyen annuel de 218 millimètres d'eau, car la plante consomme plus d'eau que les plantes indigènes. Cette question n'est pas liée au réchauffement climatique », assure-t-il.

Convaincue par les résultats des recherches de Vico Mendez Pereira Lima, l'ONG CAV a récemment déposé une plainte pour contester la certification environnementale obtenue par Aperam pour la gestion durable de ces forêts, qu'elle estime être « une véritable injustice ». À la suite de cette procédure, le régulateur International Accreditation Services (IAS) a réalisé une visite de terrain. Il confirme avoir soulevé des non-conformités et pointe en particulier le manque d'études fournies par l'organisme certificateur, le Bureau Veritas, concernant l'impact sur la ressource en eau. Celui-ci doit fournir un plan d'action correctif et des preuves de sa mise en

Face à l'assèchement évident des cours d'eau dans la région, Aperam accuse le changement climatique.

Sur les routes, le ballet des camions chargés de charbon d'eucalyptus, destiné à la fabrication de l'acier.

œuvre complète avant le deuxième trimestre 2025. Mais Valmir Soares de Macedo ne fonde guère d'espoir dans ce plan. « Nous n'avons pas vraiment été associés aux discussions, regrette-t-il. Ces relations sont essentiellement d'ordre commercial. L'entreprise paie pour obtenir les certificats qu'elle souhaite et ensuite faire valoir ses produits. »

L'ÉCOSYSTÈME N'A JAMAIS ÉTÉ AUTANT MENACÉ

Le cas du Minas Gerais n'est pas isolé au Brésil. Il y a quelques années, des controverses similaires ont éclaté avec Veracel et Suzano SA, des producteurs de papier, sur l'utilisation de monocultures d'eucalyptus pour l'industrie papetière, au sud de Bahia. Des affaires devenues une question politique majeure au Brésil : en 2023, le Mouvement des sans-terre, principal mouvement de réforme agraire dans le pays, a occupé les terres de Suzano SA dans la région. Un accord a finalement été passé entre Veracel et Fibria, une filiale de Suzano SA, qui a permis l'installation de 720 familles sur les terrains de Veracel.

Si la situation n'a pas atteint ce point critique dans le Minas Gerais, le Cerrado, et la formation végétale du même nom qui caractérise une partie de la savane locale, n'a jamais été autant menacé. Au cours des trente dernières années, l'expansion industrielle a remplacé plus de 3 millions d'hectares de cerrado par la sylviculture, principalement avec des plantations d'eucalyptus. C'est pourtant l'un des biomes les plus menacés du pays. ●

EMMANUELLE PICAUD ET, AU BRÉSIL, DANIEL CAMARGOS (« REPORTER BRASIL ») ET SIMONE FANT
REPORTAGE PHOTO : TAMAS BODOLAY

Ce reportage a été soutenu par la bourse de journalisme Journalismfund.

